

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4525 - Vendredi 15 Décembre 2023 - Prix : 200 Fc

DEMANDE DE DISQUALIFICATION D'AZALI :

La Cour suprême rejette la requête des cinq candidats



EPIDÉMIE DE FIÈVRE HÉMORRAGIQUE :

**28 échantillons seront envoyés
à l'IPM de Madagascar**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

01 Djamadu Thani 1445

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Décembre 2023**

Lever du soleil:

05h 36mn

Coucher du soleil:

18h 24mn

Fadjr : 04h 22mn

Dhouhr : 12h 03mn

Ansr : 15h 39mn

Maghrib: 18h 27mn

Incha: 19h 41mn



SANTÉ PUBLIQUE :

Mohéli dotée d'un centre de dialyse

Le chef de l'Etat accompagné d'une délégation des Emirats Arabes Unis a inauguré à Fomboni hier 14 décembre, un centre de diagnostic et de traitement des maladies des reins. Le centre est composé de six salles et sept lits de dialyse puis un lit dédié au traitement des maladies neurologiques.

Un ouf de soulagement pour la population de l'île de Djumbe Fatima. Les patients sont désormais soulagés des dépenses liées aux évacuations sanitaires pour cause de dialyse. Le gouvernement a inauguré hier, un centre de dialyse pour assurer le diagnostic et le traitement des maladies rénales et proposer également des consultations neurologiques. « L'installation de ce centre témoigne la volonté d'asseoir un système de

santé au niveau des îles. C'est une politique de remise à haut niveau de notre système de santé caractérisée par la construction du centre hospitalier universitaire à Moroni. Toutefois nous devons également permettre à nos concitoyens de bénéficier des soins de qualité dans leurs propres îles afin de limiter leurs dépenses d'évacuation sanitaire », déclare le président Azali Assoumani, qui se réjouit de l'aboutissement d'un projet de la coopération fructueuse entre les Comores et les Emirats Arabes Unis à travers son Croissant rouge.

Après l'inauguration récente d'un pôle dédié à la maternité au centre hospitalier régional de Fomboni, plusieurs raisons ont justifié l'installation du centre de dialyse. C'est dans ce contexte que le directeur du CHRI de Fomboni Mohamed Hassan a expliqué qu'«

avant l'inauguration officielle de ce centre, j'ai eu plusieurs appels des mohéliens soulagés de l'ouverture du centre leur permettant de revenir auprès des leurs. Il s'agit des mohéliens conditionnés à vivre à l'extérieur pour raisons sanitaires. Ils peuvent poursuivre leurs opérations consistant à filtrer les résidus du sang dans l'île ».

Concernant les autres projets cités par le directeur du centre hospitalier, l'émissaire de la ministre de la santé Said Anli Aboubacar a divulgué « l'installation d'un scanner et la mise en place d'un centre de production d'oxygène pour très bientôt. Il s'agit d'une politique mise en place pour la couverture sanitaire au niveau national. Ce nouveau centre est doté d'équipements modernes capables de traiter sur place toutes les maladies d'insuffisance rénale. Le centre est composé de six salles et



Inauguration d'un centre de dialyse à Mohéli.

huit lits avec un personnel qualifié pour avoir suivi un stage avec docteur Moundhirou Djoubeir au centre hospitalier national El maarouf ». Il a également annoncé l'inauguration prochaine d'un centre de dialyse au centre hospitalier de Hombo

(Anjouan). Pour rappel le centre de dialyse a été inauguré au cœur de Mohéli devant une foule nombreuse. Un projet appuyé par Sheika Fatma Bint Moubarak - Umm El Emarat.

Kamal Gamal

ÉDUCATION :

Le gouvernement promet des années scolaires sans grèves

Lors d'une conférence d'une presse organisée le 12 décembre dernier pour annoncer les résultats du dernier concours de recrutement des enseignants de l'enseignement public, le gouvernement s'est réjoui de l'intégration des enseignants bénévoles dans la fonction publique. Une aubaine pour les autorités qui espèrent ainsi en finir avec des grèves à répétition.



Le gouvernement contre les grèves répétitives.

Autour de la table, ce mardi 12 décembre le ministre de l'éducation, le conseiller privé du chef de l'Etat, les secrétaires généraux du gouvernement et du ministère de l'éducation et le directeur de l'ONEC. C'était d'abord l'occasion de divulguer les résultats du concours de recrutement des enseignants lancé en

novembre dernier dans le but de régulariser le statut des enseignants qui travaillaient bénévolement. « Ils étaient environ 1200 candidats. Toutefois le concours a permis le recrutement de 500 enseignants dont 300 Anjouan. C'est l'île qui bénéficie du plus grand nombre étant donné son déficit d'effectifs », a déclaré, le secrétaire général

du gouvernement Daniel Ali Bandar. A l'en croire « l'organisation de ce concours est un atout pour le gouvernement qui souhaite améliorer la qualité de l'enseignement. D'ailleurs, les organisateurs du concours ont sélectionné des enseignants ayant un statut de bénévole pour leur permettre d'intégrer officiellement la fonction

publique. Je souhaite qu'ils continuent de servir l'Etat ».

À son tour, le ministre de l'éducation nationale Takiddine Youssouf a rappelé la vision du président de la république d'offrir des emplois à ceux qui en ont besoin. Une déclaration faisant allusion au remplacement des enseignants en grève sous peine de sanction, comme l'indiquait le communiqué émanant du secrétariat général du ministère. Mais le secrétaire général du gouvernement a rassuré que les négociations avec les enseignants grévistes se poursuivent. « On a la conviction que les enseignants en grève reprendront le chemin de l'école très bientôt. Les négociations ne sont pas rompues. Et je tiens à annoncer officiellement que le Président de la République m'a ras-

suré que cette grève déclenchée par les enseignants sera la dernière au niveau de l'enseignement. C'est un serment du président », renchérit-il.

Dans cette optique, Daniel Ali Bandar a précisé que « le gouvernement fera le nécessaire pour organiser l'année prochaine des assises sur l'éducation. Et la volonté de lutter contre les grèves au niveau de l'enseignement est primordiale. Non seulement, les enseignants reprendront les cours mais le risque de déclencher d'autres grèves sera éliminé ». Ainsi les conférenciers ont dit entrer bientôt en phase d'affectation, concrétisée par l'arrêté officiel du recrutement permettant aux recrues de bénéficier des salaires au niveau de la fonction publique.

Kamal Gamal

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

"Une obligation morale avant d'être une obligation institutionnelle"

La plateforme Shwabaha mène une campagne de sensibilisation contre les violences basées sur le genre (VBG). Mercredi dernier une équipe de cette plateforme se trouvait dans le site universitaire de Djando pour cet objectif. C'est une initiative soutenue par l'ACCI (Agence comorienne de coopération internationale) et l'UNFPA et va permettre avec la nouvelle technologie, une forte mobilisation.

tion à l'université des Comores dans le site de Djando Mohéli. La population cible était les jeunes adolescents de la région. C'est une initiative de la plateforme Shwabaha appuyée par l'ACCI et l'UNFPA. Cette plateforme offre selon les organisateurs, des possibilités de s'inscrire pour être utilisateur, elle permet la diffusion d'informations et avoir des données relatives aux VBG, ainsi que l'organisation des forums des discussions entre les acteurs à travers un support de communication.

« Nous voulons que la lutte contre les VBG soit une obligation morale avant d'être une obligation institutionnelle » espère

Ben Yamine Mohamed Kassim Soulé, responsable de la coopération Sud-Sud et triangulaire à l'ACCI. Selon lui, cette séance de discussion consiste à renforcer chez les jeunes en particulier les filles, l'estime de soi et acquérir du pouvoir pour exercer leur leadership féminin au sein des jeunes adolescents. « Pour lutter contre les VBG, l'approche genre doit être enracinée sur n'importe quelle activité qui sera organisée par les autorités nationales ainsi que dans les organisations de la société civile » a-t-il ajouté.

Lancé en juin 2022, Shwabaha offre, selon les organisateurs, une multitude de volets dont celui

dédié à l'échange, à l'interaction entre acteurs œuvrant sur cette problématique, un volet d'événements mais aussi un volet de documentation des accords internationaux et régionaux relatifs aux VBG. « Tout cela pour avoir des

champions formés et informés sur la question du genre afin de préparer des ambassadeurs pour la lutte contre les VBG » disent-ils.

Riwad



Apprendre le genre, et lutter contre les violences basées sur le genre a fait l'objet d'une séance de sensibilisa-

DEMANDE DE DISQUALIFICATION D'AZALI :

La Cour suprême rejette la requête des cinq candidats

Sans surprise, la Cour suprême a rejeté la requête déposée par les cinq candidats demandant la disqualification du candidat Azali Assoumani pour n'avoir pas pris congé le temps de la campagne électorale. La requête est jugée « irrecevable ».

La Cour suprême a rejeté la requête des cinq candidats demandant la disqualification d'Azali Assoumani pour non-respect du délai réglementaire de congé au poste du président de

l'Union, tel qu'il est exigé par la Constitution. La Cour a rejeté la requête des adversaires d'Azali pour « irrecevabilité ». Selon Me Ibrahim Ali Mzimba, un des avocats des cinq candidats, rapportant

les arguments de la Cour, les candidats n'avaient pas le droit de s'attaquer au congé d'Azali de façon collective. Ce à quoi il s'oppose.

« Ce dossier est mal jugé. On nous a sorti des textes qui ne correspondent pas à cette affaire. Nous avons deux dispositions, l'article 118 et l'article 13 de la loi organique. Cela est écrit noir sur blanc que si le président et les gouver-

neurs en fonction se déclarent candidats, ils doivent dès la publication de la liste définitive des candidats, prendre congé de leurs fonctions. A cet effet, ils doivent déposer auprès de la Cour suprême, une déclaration attestant ce congé dans les 72 heures de la publication de la liste définitive des candidats. Les deux dispositions de la loi ne sont pas respectées, je rappelle ici que c'est

Azali lui-même qui a mis en place ces lois », regrette celui qui a tenu à souligner lors de son intervention devant la presse, l'absence du président de la section électorale de la Cour suprême lors du délibéré, ce qu'il qualifie d'un « grand étonnement ».

Andjouza Abouheir

EPIDÉMIE DE FIÈVRE HÉMORRAGIQUE :

28 échantillons seront envoyés à l'IPM de Madagascar

Environ 28 échantillons devraient être envoyés à l'institut pasteur de Madagascar, dès hier jeudi 14 décembre, pour analyse et séquençage afin d'identifier le type d'épidémie qui sévit actuellement dans le pays. Les résultats devront être connus d'ici une semaine, tout dépendra du processus. Le chef de la surveillance épidémiologique, Dr Fouzouz Ben Aboubacar recommande la précaution chez les éleveurs et exhorte les personnes présentant des symptômes de se rendre à l'hôpital et d'éviter toute automédication.

avons effectué des prélèvements dans les districts du pays, et actuellement, mon équipe est sur le terrain pour prélever. Ces 28 échantillons vont être envoyés aujourd'hui à l'Institut Pasteur de Madagascar (IPM). Si tout se passe bien nous devons connaître les résultats dans les cinq jours qui suivent, et tout dépendra du processus », a-t-il confié à La Gazette des Comores.

Cet épidémiologiste a expliqué que les médecins ont effectué des TDR pour la grippe, le paludisme, la Covid et la dingue se sont révélés négatifs. D'où l'idée d'envoyer ces échantillons ailleurs afin de poser un diagnostic précis. « Nous avons constaté sur le terrain, chez certains éleveurs des animaux comme les bovins, chèvres présentent une faiblesse, de la diarrhée, des saignements et certaines maladies. Malheureusement ces animaux sont abattus et consommés. Ce qui est très dangereux et qui peut occasionner des maladies chez les humains », a-t-il précisé.

Il n'a pas manqué de sensibiliser les éleveurs, qui doivent éviter



d'être en contact avec les animaux malades ou voire même de les abattre pour la vente. « Si votre animal est souffrant, il est recommandé d'appeler les vétérinaires, les seuls habilités à prendre en charge un animal infecté », avance-t-il. Pour la personne présentant des symptômes, il est recommandé de consulter un médecin. « Il y a une conduite à tenir, éviter certains médicaments anti-inflammatoires comme le Diclofenac, Advil, qui

favorisent l'hémorragie. Par exemple, chez certains enfants malades, nous avons constaté une diminution d'hémoglobines, et certains symptômes comme des maux de tête, vomissements, fièvre et diarrhée. Il faut se rendre à l'hôpital au lieu de se soigner à la maison ».

Notons que la maladie dite fièvre de la vallée du Rift (FVR) est une maladie virale le plus souvent observée chez les animaux domestiques en Afrique subsaharienne,

comme les bovins, les bisons, les moutons, les chèvres et les chameaux. L'homme peut contracter la FVR par des contacts avec le sang, les liquides corporels ou les tissus d'animaux infectés ou par des piqûres de moustiques infectés. Les personnes qui travaillent avec des animaux dans des régions endémiques doivent porter un équipement de protection approprié (comme des gants, des bottes, de longues manches et une visière de protection) afin d'éviter toute exposition au sang ou aux tissus des animaux susceptibles d'être infectés, éviter les produits animaux dangereux. Tous les produits animaux comme la viande, le lait doivent être totalement cuits avant d'être consommés ou bus. Mais également il faut se protéger contre les moustiques et d'autres insectes suceurs et utiliser des moustiquaires et porter des chemises à manches longues et un pantalon pour couvrir la peau exposée.

Andjouza Abouheir

PRÉSIDENTIELLE 2024

Le G10 se rallie à Hamidou Bourhane

Le G10 a annoncé se rallier au candidat à la présidentielle Hamidou Bourhane. C'est son président Saïd Abdou qui l'a annoncé hier au cours d'un point de presse. Il a profité de l'occasion pour interpeller la Cour suprême, vertement critiquée ces derniers temps pour ses décisions iniques.

Après le candidat recalé Natuk Mohamed Mouzaour, c'est au tour du G10 d'annoncer son ralliement au candidat à la présidentielle Bourhane Hamidou. Hier au cours d'un point de presse à Moroni, le président de groupement de partis qui ont divorcé de la Mouvanse présidentielle pour y avoir été « marginalisés », a annoncé qu'après avoir « étudié tous les candidats », le choix est porté sur l'ancien président de l'assemblée nationale Bourhane Hamidou. «

Nous l'avons préféré pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il est discipliné. Nous sommes sûrs qu'il sera reconnaissant mais aussi, nous savons qu'il place l'intérêt général au-dessus des intérêts personnels »,

fait savoir Saïd Abdou.

Après avoir démontré la détermination du G10 d'aller de l'avant, Saïd Abdou tient à appeler les hommes et institutions en charge des lois de ce pays, « de respecter fidèlement

et loyalement les serments qu'ils ont prêtés d'appliquer les textes ». Sinon, poursuit-il, « vous serez responsables ici-bas et à l'au-delà », tient-il à rappeler. « Nous sommes prêts à vivre heureux ou mourir en martyr s'il le faut », ajoute-t-il, citant plusieurs versets du Coran et des paroles du prophète.

Par ailleurs, le président du G10 appelle la population d'aller en masse aux élections, puisque, dit-il, c'est le moyen le plus sûr de « stopper Azali et sa famille ». Loin de la majorité, lui il est convaincu qu'avec des efforts conséquents, personne ne pourra changer les résultats du vote. « Si nous sommes allés voter en masse, il ne pourra pas faire n'importe quoi puisqu'il sait pertinemment que la population est contre ce régime », conclut-il.



Des dirigeants du G10 (photo d'archive).

Ibnou M. Abdou

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

SOCIÉTÉ

Echange d'expérience des animateurs du sous réseau CLAC de Mohéli

Après 8 mois d'exercice dans les CLACs, les animateurs référents de ces centres de lecture et d'animation culturelle à Mohéli se sont réunis au CLAC de Salamani pour une journée d'échange d'expériences. Il s'agit d'évaluer leur gestion, faire l'analyse des statistiques de fréquentation et des prêts, bâtir une politique d'Animation, et promouvoir la lecture auprès des nouveaux publics en 2024.



La gestion de bibliothèque relève de professionnels. Aux CLACs, ils sont souvent entourés d'une équipe de bénévoles qui assurent une part d'activités contribuant à la bonne marche du centre. Ces bénévoles, selon les animateurs référents, font un travail remarquable depuis l'ouverture des CLACs aux Comores. Cependant, « le sous réseau CLAC de Mohéli reste en sous effectif de personnel » disent-ils.

Le coordonnateur Ben Ymam Bacar sollicite auprès du Ministère de Arts et de la Culture d'augmenter le nombre des animateurs au niveau de l'île « C'est ainsi qu'on peut améliorer les activités et rehausser le

taux de fréquentation au sein de ces établissements » estime Ben Ymam, remerciant au passage l'Ambassade de France pour les grands projets visant à faire revivre les CLACs des Comores à travers différentes formations.

Quant à l'animatrice du CLAC de Salamani Ahamada Dalili Zaanfati, elle se dit « capable de faire la médiation du livre avec les enfants et de créer plusieurs activités. Je pré-

vois pour l'année 2024 de faire des sorties d'échanges entre CLAC et l'Alliance Française et des sorties pédagogiques pour permettre aux enfants de se familiariser avec les différents lieux de l'île ».

Ce métier de bibliothécaire, selon ces animateurs référents, recouvre des charges et des fonctions très variées selon l'établissement, selon le grade de la personne. Quel que soit le type d'établissement,

aucun bibliothécaire ne peut posséder toutes les qualités requises par la diversité des tâches à accomplir. Il convient de rappeler que ces centres de lecture et d'animation culturelle étaient quasi-inactifs, mais « avec cette nouvelle équipe nous espérons dépasser les attentes du gouvernement et de l'OIF » conclut le coordonnateur Ben Ymam.

Riwad

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSE: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores recrute pour son Unité de Coordination du Projet (UCP), **un spécialiste en bonne gouvernance**.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfarae@yahoo.fr Cc : infospaesc@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://sonelecco-mores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 06 décembre 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 25 décembre 2023 à 12h00 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

Le **spécialiste en bonne gouvernance** de l'UCP devra :

- Avoir un diplôme universitaire de niveau supérieur (Bac + 5 au moins) en droit spécialisé dans le domaine de l'énergie, en économie ou gestion de l'énergie, un énergéticien avec compétences

en droit de l'énergie (critère éliminatoire) ;

- Avoir au minimum une expérience professionnelle de dix (10) ans dans le secteur de l'Énergie par exemple en travaillant dans un organisme de régulation, un cabinet d'avocats, une organisation internationale, un cabinet de conseil, etc. ;

- Solide expérience d'au moins 5 ans dans des projets de développement, en particulier en matière de bonne gouvernance et/ou de développement institutionnel,

- Avoir réalisé au moins deux projets similaires en matière d'élaboration, de révision ou d'analyse de textes législatifs et réglementaires institutionnels dans le secteur de l'énergie

- Solide expérience dans la mise en place et d'opérationnalisation d'une agence de régulation en Afrique subsaharienne et/ou dans un pays de la Commission de l'Océan Indien (COI) ;

- Avoir occupé un poste d'expert/responsable sur 1-2 projets traitant des questions environnementales en particulier...

- Bonne capacité d'écoute, d'analyse et de rédaction ;

- Sens de la communication et de rela-

tions humaines ;

- Maîtrise parfaite du français à l'oral et à l'écrit ;
- Maîtrise des outils informatiques

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois, assortie d'une période d'essai de 3 mois maximum. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat suivant sera pour une période d'une année renouvelable selon les résultats du rapport annuel et si besoin est nécessaire.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;

- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés **au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet PAESC, Route de Salimani – Sahara – Moroni**

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le spécialiste en bonne gouvernance sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le spécialiste en bonne gouvernance est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

CHAMPIONNAT RÉGIONAL 11E JOURNÉE, NGAZIDJA

Bonbon Ndjema, champion de la phase aller

Plus que jamais l'Union Sportive de Zilimadju confirme son état de forme et son retour au sommet du football à Ngazidja. Très en dessous en début de championnat, le double champion 2020-2021 semble retrouver sa vitesse de croisière qui faisait de lui le club intouchable il y a à peine trois saisons de cela.

A domicile ou à l'extérieur rien ne semble arrêter la dynamique impulsée par les pensionnaires de Zilimadju depuis la seconde moitié de la phase aller du championnat régional de football de Ngazidja. En déplacement dans la cité presque imprenable de Nyumadzaha pour y rencontrer Etoile des Comores pour la onzième (11e) journée, Bonbon Ndjema n'a fait qu'une bouchée de son adversaire du jour. Au bout du temps réglementaire les moroniens ont facilement disposé d'Etoile des Comores (3-1) grâce à des réalisations de SOULE, VINICIUS et ZAYED.

Cette victoire a permis aux visiteurs de garder la première place du championnat avec 23 points soit quatre points (04) de plus que le second, Volcan Club qui n'a pu jouer sa rencontre contre FC Mtsamdu77 à cause d'une pluie torrentielle qui s'est abattue dans la capitale.

Le champion des Comores en titre, Djabal FC est quant à lui dans la dérive en enchaînant les contre-performances. Pour cette dernière journée de la phase aller, les marins recevaient un FC Male requinqué. Malgré l'ouverture du score de l'inévitable Anfane, le champion n'a pu empêcher les visiteurs de repartir avec les trois points de la victoire (2-1) et infliger ainsi à Djabal sa deuxième défaite de suite. Conséquence sur le classement général, Djabal se retrouve avec 15 points pour la première fois depuis le début de la saison dans la zone de relégation. FC Male quant à lui dispose de 18 points et se retrouve à la quatrième place avec le même nombre de points qu'Alizé Fort qui a subi la

loi de FC hahaya (1-0) qui a signé la, sa deuxième victoire de la saison.

Autre équipe en difficulté, Atomic Ngome en déplacement dans le Mbwanku (Madjeweni) pour affronter FC Mlauni, les coéquipiers de Tchenko sont revenus

dans la cité de Msafumu bredouille en subissant leur (3-2) cinquième défaite de la saison. Avec douze (12) unités le club de Ntsudjini se retrouve lui aussi dans la zone de relégation. Mlauni de son côté a profité de cette victoire étriquée pour sortir de la

zone de danger et comptabilise 16 points au même titre que le sixième du championnat (FC Hantsindzi) battu (2-0) par Twamaya FC de Nvuni, huitième et premier non relégable.

Imtiyaz

**Pharmacie de garde****Pharmacie Al Camar****Poste Vacant : Investigateur**

La Mission des Etats-Unis à Madagascar recherche des candidats éligibles et qualifiés pour le poste de (1) Investigateur en Sécurité au sein du Bureau Régional De la Sécurité. Le Poste est localisé à Moroni-Comores (recrutement local).

NUMERO DE L'ANNONCE: Comoros 2023-001
OUVERT A: Tous les candidats/ toutes les sources
POSTE: Investigateur de Sécurité FSN-8
DATE D'OUVERTURE: 14 décembre 2023
DATE DE CLÔTURE: 27 décembre 2023
HORAIRE DE TRAVAIL : A temps plein, 40 heures par semaine

EXIGENCES:

Travaillant au sein du Bureau Régional de Sécurité, l'Investigateur en Sécurité mène des investigations, maintient la liaison avec la police locale et les autres autorités responsables de la sécurité et de l'application de la loi. L'Investigateur aide l'équipe du Bureau Régional de Sécurité à coordonner la protection du personnel de la Mission et des représentants du Gouvernement Américain en visite aux Comores, à obtenir des informations concernant les menaces potentielles pour la sécurité du personnel, des installations ou des informations, et à faire des comptes rendus.

EDUCATION:

Deux (02) ans d'études universitaires minimum.

EXPÉRIENCE:

Trois ans (03) d'expériences requis au sein des forces de l'ordre, de l'armée, de la sécurité privée, ou de l'investigation.

LANGUAGE:

Anglais: niveau III (bonne connaissance pratique) en expression orale/lecture/écriture est exigé. (A tester)
Comorien: niveau IV (maîtrise) en expression orale/lecture/écriture est exigé.

Si vous souhaitez consulter l'intégralité de l'offre d'emploi et postuler, veuillez-vous rendre sur le site Seeker suivant: <https://erajobs.state.gov/dos-era/mdg/vacancysearch/searchVacancies.hms>

TOUS les candidats DOIVENT postuler en ligne et en Anglais sur le site Seeker (les candidatures sur papier ne sont plus acceptées). Pour de plus amples informations, veuillez contacter le Bureau des Ressources Humaines: **Téléphone: +261 20 23 480 00 extension 2332.**

Les certificats de travail antérieurs et actuel, la carte d'identité nationale (preuve de citoyenneté), le diplôme d'études universitaires ou un diplôme supérieur, le permis de travail (pour les candidats d'autre nationalité que Comorienne) doivent être téléchargés dans le système.

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité,
de la Protection Sociale
et de la Promotion du Genre



**PROJET DE FILETS SOCIAUX DE SECURITE RESILIENTS ET REACTIFS AUX CHOCS (PFSS-RRC)
UNITE DE GESTION DE PROJET (UGP)**

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE SEPT (07) CONSULTANTS D'IDENTIFICATION DES ACTIVITES ARGENT CONTRE TRAVAIL RESILIENT (ACTR) DONT TROIS (03) A NGAZIDJA, TROIS (03) A NDZOUANI ET UN (01) A MWALI

Date de l'avis : 05 Décembre 2023

Financement Projet N° P179291

Don N° E1530-KM

A l'instar de plusieurs pays dans le monde, l'Union des Comores fait face à une crise économique consécutive à la pandémie de COVID-19 et à la guerre en Ukraine.

L'Union des Comores est frappée depuis 2019 par trois chocs exogènes successifs celui lié au cyclone Kenneth en avril 2019, de la pandémie de la COVID-19 dès avril 2020 et la crise de l'énergie et alimentaire mondiale consécutive à la guerre en Ukraine. Ces chocs ont impacté négativement le pouvoir d'achat des ménages Comoriens. L'augmentation des prix des hydrocarbures en début du mois de juin 2022, à savoir une hausse de 25% pour l'essence, 44% le Gasoil et 40% pour le pétrole (Kérozène), la hausse du transport à hauteur de 25%, la hausse de l'électricité et tant d'autres bien et service a créé un effet sur la hausse de prix de biens et services de consommation. Par ailleurs, les Comores sont fortement dépendant des importations pour sa consommation locale (environ un tiers du PIB). C'est notamment le cas du pétrole raffiné et des produits alimentaires tel que le riz. Le projet proposé est pleinement aligné au Plan Comores Emergente à l'horizon 2030 (PCE) qui rejoint la cible 3 de l'ODD1 « Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient. Le projet s'aligne également sur la Politique Nationale de Protection Sociale qui fixe un programme ambitieux pour améliorer le niveau de vie des pauvres et des personnes vulnérables et la résilience des ménages pour répondre aux chocs économiques.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce Don sera utilisée pour effectuer le paiement à titre du contrat portant « **Recrutement de Sept (07) Consultants d'Identification des activités Argent Contre Travail Résilient (ACTR) dont Trois (03) à Ngazidja, Trois (03) à Ndzouani et Un (01) à Mwali** »

Les Consultants seront recrutés Conformément au « Règlement de Passation des Marchés dans le Cadre du Financement de Projets d'investissements (FPI) Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants » Juillet 2016. Révisions Novembre 2017, 2019, 2020 et Septembre 2023.

La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Tous les consultants intéressés sont priés de retirer les Termes de Référence (TDR) auprès de l'Unité de Gestion du Projet sis à Moroni-Mbouéni derrière l'Ecole Primaire, et aux Bureaux Régionaux de Ngazidja, Mwali et Ndzouani du 05 au 20 Décembre 2023 de 7 heures 30 à 15 heures 30.

Vous pouvez également télécharger les TDR sur le site : www.pfss-comores.org

Qualifications et expériences minimales requises

Éducation et niveau de formation :

Bac+4 en agronomie ou environnement, économie, gestion, sociologie, développement rural ou domaine jugé équivalent

Expériences professionnelles

- Avoir 3 ans d'expérience générale
- 2 ans d'expériences en organisation et développement communautaire.
- Avoir réalisé au moins 3 missions similaires
- Développement local, mobilisation sociale, communication et formation
- Connaissance du monde rural
- Connaissances en organisation de travaux HIMO.

Composition des dossiers de candidature :

- Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- Lettre de motivation datée et signée
- Copies des diplômes et des attestations
- Copie de la carte d'identité biométrique
- Certificats de travail
- Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

Les manifestations d'intérêts peuvent être déposées ou envoyées par email au Directeur Régional de chaque Direction avec la mention suivante :

« **Recrutement d'un Consultant pour l'identification des Activités Argent Contre Travail Résilient (ACTR) pour le Bureau Régional de** »

Les manifestations d'intérêts doivent être déposées en mains propres, aux adresses mentionnées ci-dessus au plus tard le Mercredi 20 Décembre 2023 à 15 heures 30 à l'adresse suivante (heure locale).

Bureau Régional de Ngazidja du PFSS-RRC sis à Moroni- Dawedjou à côté de la mosquée ;

dr-ngz@pfss-comores.org,

Bureau Régional de Mwali du PFSS-RRC sis à Fomboni, coopérant ;

dr-mwl@pfss-comores.org,

Bureau Régional de Ndzouani du PFSS-RRC sis à Mutsamudu, Chitsagani ;
dr-ndz@pfss-comores.org,

L'intéressement manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Client de le retenir.

Pour toute informations complémentaires, veuillez consulter les Termes de Références (TDR) dans le site Web : pfss-comores.org